

Mission d'étude à Fukushima



Clair CLAIR Tokyo, de gauche à droite : M. Yang, Y. Dauga, B. Gallat, J.M. Berlemont, Y. Kimura, H. Ueda, H. Tsunoda et S. Yamamoto

Du 17 au 19 janvier dernier, une délégation française d'élus de communes et départements abritant ou situés à proximité d'un site nucléaire, s'est rendue en mission d'étude dans le département de Fukushima, sur la côte nord-est du Japon, frappée le 11 mars 2011 par un terrible séisme à l'origine d'un accident nucléaire.

À la demande de Cité Unies France (CUF), le bureau de CLAIR Paris, en relation avec son siège au Japon, a prêté son concours à l'organisation de cette visite. Sur place, les membres de la délégation ont rencontré les maires des communes du département de Fukushima, les populations sinistrées et différents acteurs locaux avec lesquels ils ont pu discuter de tous les aspects de la gestion de la crise.

■ Village d'Iitate-mura

Les membres de la délégation se sont entretenus avec Norio Kannô, maire d'Iitate-mura. Le village ayant été déclaré zone d'évacuation, tous ses habitants ont dû abandonner leurs maisons et trouver refuge ailleurs. Les services administratifs ont été transférés non loin de la commune et le maire, sensible à l'attachement des habitants pour Iitate, réfléchit avec eux à la possibilité d'un retour. Il n'a de cesse de définir des objectifs en ce sens. La délégation française a traversé Iitate en bus, bouleversée par le tragique spectacle de ce joli village rural aujourd'hui désert.

■ Ville de Minami-soma

Située à moins de 20 km de la centrale de Fukushima Dai-ichi, une partie de la ville de

Soma a été déclarée « zone d'évacuation » et « zone à haut risque ». On ne peut désormais y accéder sans autorisation spéciale. Katsunobu Sakurai, maire de la ville, a expliqué que, privés de tout moyen de communication après l'accident, il avait été extrêmement difficile d'organiser les premières opérations de secours et d'évacuation.

Les membres de la délégation ont été profondément marqués par l'ampleur des dégâts dus au tsunami et au tremblement de terre, de même que par les efforts déployés pour déblayer les tonnes de gravats et se relever des décombres.

■ Visite au siège de CLAIR

Une fois achevée la visite sur le terrain, la délégation s'est rendue au siège de CLAIR, à Tokyo, pour présenter son rapport d'observation et échanger des informations. Yoko Kimura, présidente du conseil d'administration, a remercié la délégation des élus des collectivités locales françaises pour l'intérêt manifesté à l'égard des opérations de reconstruction conduites dans les zones sinistrées.

Au nom de Michel Delabarre, président de Cité Unies France et sénateur-maire de Dunkerque, Bertrand Gallat, directeur général de Cité Unies France, a déclaré que cette mission qui avait permis d'observer aussi bien les incidences de l'accident nucléaire que du tsunami s'était avérée très instructive. Chargé d'exposer les détails du parcours suivi par la délégation, Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations Internationales, a exprimé tout le respect qu'avaient inspiré le courage et le sang-froid des Japonais, et réitéré la solidarité de la France dans cette épreuve.

■ Bilan

C'est une grande satisfaction pour CLAIR d'avoir offert aux membres de la délégation l'opportunité d'avoir des échanges aussi riches avec les collectivités japonaises en discutant directement avec elles aussi bien des conséquences de l'accident nucléaire que du tsunami.

Le niveau de radiation enregistré par les dosimètres dont étaient équipés les membres de la délégation pendant ce séjour n'a été que de 9 mSv : 2 mSv le premier jour à Tôkyô et 7 mSv pendant les deux jours à Fukushima. Ce niveau est faible comparé aux 29 mSv enregistrés pendant le voyage aller-retour en avion. Dans le département de Fukushima, les niveaux de radiation des denrées alimentaires et relevés dans les sites les plus fréquentés sont contrôlés et publiquement communiqués. Les résultats mesurés n'inquiètent pas outre-mesure les citoyens japonais et français.

T. CNPE : Centre nucléaire de production électrique.

« Au début et au mois de mars, les collectivités sinistrées, à commencer par celles visitées lors de la mission d'étude, ont bénéficié d'importants fonds de soutien collectés par Cité Unies France auprès des collectivités territoriales françaises. L'aide et la solidarité qu'ont témoignée les collectivités territoriales et les citoyens français à la suite de séisme ont considérablement renforcé les liens de confiance avec les collectivités japonaises. CLAIR tient à exprimer en leur nom leur plus profond gratitude. »

Membres de la délégation française

Jean-Michel Berlemont, adjoint aux relations Internationales / Nancy
Françoise Buffet, adjointe au maire / Strasbourg
Yves Dauga, adjoint au maire / Chinon
Pierre Gallat, vice-président de la commission locale d'information auprès du CNPE / Golfech
Bertrand Gallat, directeur général / Cité Unies France
Michel Laurent, conseiller général et maire / Manche et Beaumont-Hague
Jacques Maugain, conseiller général et président de la commission locale Formation nucléaire / Gironde
Minja Yang, experte indépendante en aménagement urbain et territoire

Retour de Fukushima

Yves Dauga, ancien Sénateur d'Indre-et-Loire, maire de Chinon pendant plusieurs mandats, ancien président de l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles, est actuellement adjoint au maire de Chinon.

Vous êtes l'inkitatsu, avec Madame Yang et Monsieur Gallat, Directeur de Cité Unies France, de cette visite de plusieurs collectivités japonaises à proximité de la zone de 80 km autour de Fukushima. Quels étaient vos objectifs ?

Élus de communes proches de centrale nucléaire, nous avons voulu nous rendre compte sur place des situations vécues par les habitants. Nous voulions tout d'abord rendre hommage au peuple japonais. Nous avons admiré l'esprit d'équipe, la dignité des populations si durement frappées par cette double catastrophe. Mais au-delà même de ceux qui sont directement concernés, nous avons apprécié l'extrême gentillesse des Japonais dans la rue, dans les transports en commun, les services publics, au guichet des gares. Quelle leçon pour nous Français si souvent agressifs, désagréables, quelle leçon pour le « vivre ensemble » que nous devons pratiquer.

Quelles sont vos impressions les plus marquantes de ce séjour ?

Les visites sur le « terrain » dans les communes touchées par la catastrophe, nous ont profondément marqués. La découverte brutale de ce que vivent les habitants est bouleversante. Nous avons mesuré le drame que représente l'abandon de sa maison, de sa commune, sans savoir quand le retour sera possible. Lorsqu'on a tout perdu à cause du tsunami, ses proches, ses amis, sa maison, il faut repartir à zéro. Mais pire encore là où existe ce mal invisible de la contamination, on ne peut pas faire son deuil et repartir.

Nous avons entendu les élus nous dire combien ils se sont sentis, seuls, abandonnés avec des décisions graves à prendre.

Manifestement l'information a manqué et une certaine improvisation a régné. Lors des évacuations d'urgence, il n'y avait pas de transports organisés, chacun a dû agir avec sa voiture sans directions indiquées et dans les embouteillages. Certes, la solidarité entre élus et habitants a joué, mais nous nous sommes interrogés sur le rôle de l'État, sur l'existence de plans programmés, testés d'évacuation en cas d'urgence !



La délégation française au complet accompagnée de M. Kasô (à droite), lors de la rencontre avec M. Kasô maire de Iitate dans le département de Fukushima

De même, nous avons senti une révolte contenue : « sommes-nous encore des citoyens japonais ». Cette révolte s'adresse aussi et sans doute surtout à la société TEPCO : manque de transparence dans sa gestion, absence d'informations, ignorance des populations. Les élus locaux se sentent eux aussi responsables de cette situation. « Nous avons eu la naïveté de croire à la sécurité absolue ». On a profité des facilités apportées par TEPCO, l'emploi, l'argent !

Lors de vos échanges avec les élus et les citoyens, quelles sont leurs principales inquiétudes ?

La grande interrogation des élus, des habitants porte sur la décontamination et donc le retour. Mais surtout on peut décontaminer un bâtiment, voire un terrain de cour d'école, comment traiter un vaste territoire, ses forêts, ses champs déjà cultivés, aujourd'hui abandonnés ?

Combien de temps, à quel niveau, l'indemnisation compensera les pertes d'emploi, le coût des logements perdus, qui paiera ? TEPCO ne pourra faire face, l'État devra donc prendre en charge. En attendant les remboursements, ce sont les communes qui agissent et financent. Concernant les plans de reconstruction des zones dévastées par le tsunami, nous nous sommes inquiétés de l'absence d'un plan d'ensemble mûrement réfléchi sur des terrains hors de tous risques nouveaux. Là aussi, il nous semble que l'État devrait lancer et contrôler un grand programme national de reconstruction. Il apparaît au contraire que la mission interministérielle placée auprès du Premier Ministre compte sur les communes pour préparer les projets. S'il est normal que rien ne se fasse sans la concertation étroite avec les communes, il nous semblerait normal aussi que la mission assure auprès des communes un vrai rôle d'appui à la conception, à la mise en œuvre et bien sûr au financement.

En tant qu'ancien Sénateur et responsable politique, que vous inspire cette mission ?

Après une telle catastrophe, l'État se trouve, face à cet accident et au risque nucléaire, devant une sérieuse question de politique énergétique : quel avenir pour le nucléaire, quelle gouvernance pour plus de transparence, de contrôle ? Pourra-t-on laisser des entreprises privées intervenir, comme propriétaire et gestionnaire des centrales ? Quel rôle pour les collectivités locales ? Comment faire face au renouvellement prochain des réacteurs, à quels coûts ? Quelle politique énergétique globale alternative ?

À ces questions, d'autres pays sont ou seront confrontés. Le Japon peut être un exemple pour lancer de nouvelles voies. La France pourrait être un partenaire utile dans cette perspective. Les responsables politiques sont-ils conscients de ces enjeux, se préparent-ils à un autre avenir énergétique ? Il leur faudra une vision à long terme, beaucoup de volonté et agir avec le souci du débat démocratique.

Yves Dauga
Ancien Sénateur
Adjoint au Maire de Chinon

TEPCO : Tokyo Electric Power Company
Pour les rapports complets sur cette mission, consultez le site de Cité Unies France :
<http://www.cite-unies-france.org/tpc.php?article1&id>

Voitures empilées par le tsunami

